



Politiques territoriales et résistances sociales en Afrique. Etude comparative Maroc-Togo r

Youssef Sadik, Rachid Bagaoui, Hemedzo Komi

► To cite this version:

Youssef Sadik, Rachid Bagaoui, Hemedzo Komi. Politiques territoriales et résistances sociales en Afrique. Etude comparative Maroc-Togo r. International Social Sciences and Management Journal, 2021. ⟨hal-03491899⟩

HAL Id: hal-03491899

<https://hal.science/hal-03491899v1>

Submitted on 18 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



05/2021

**Politiques territoriales et résistances sociales en Afrique.
Etude comparative Maroc-Togo**

Territorial policies and social resistance in Africa. Morocco-Togo comparative study

Par

Youssef SADIK

Université Mohammed V de Rabat

Rachid BAGAOUI

Université Laurentienne

Hemedzo Komi

Université Laurentienne



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

Le présent article est le résultat d'un travail mené par les auteurs sur les questions de développement social et territorial dans deux pays africains : le Maroc et le Togo. Le choix de faire une comparaison entre les indicateurs des deux pays ne s'explique guère par la présence d'une grille unifiée d'exploration des données. Au contraire, bien que les outils mobilisés dans chacun des cas ne soient pas les mêmes, du moment que ce sont les contextes qui dictent la manière la plus judicieuse pour interroger le terrain, l'objectif était de tracer les traits saillants de la crise socio-spatiale qui guette certains pays africains. Si pour le cas du Maroc, nous avons choisi d'analyser les effets des politiques de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité à partir d'un grand chantier qui est celui de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain telle que déclinée sur le territoire des régions et des provinces, le cas du Togo était l'occasion de croiser les facteurs explicatifs de la crise urbaine à travers le corolaire chômage-habitat précaire. Pour ce faire, nous avons revisité les théories et les approches qui ont encadré l'évolution des débats des sciences sociales sur les questions du développement territorial tout en soulignant celles qui développent plutôt des approches dynamiques, compréhensives et explicatives. Nous considérons qu'il est plus aisé dans l'analyse des problèmes de sous-développement de mobiliser des approches holistes qui n'accordent qu'une mince marge à l'autonomie de l'acteur qu'il soit individuel ou collectif, public ou privé.

Mots-clés : Développement territorial, développement humain, résistances sociales, bidonvilles, chômage

Abstract

This article is the result of work carried out by the authors on social and territorial development issues in two African countries: Morocco and Togo. The choice to make a comparison between the indicators of the two countries can hardly be explained by the presence of a unified data exploration grid. On the contrary, although the tools used in each case are not the same, as long as the contexts dictate the most judicious way to question the field, the objective was to trace the salient features of the socio-spatial crisis which threatens some African countries. While in the case of Morocco, we chose to analyze the effects of policies to combat poverty and vulnerability based on a major project, the National Initiative for Human Development, as applied to the regions and provinces, the case of Togo was an opportunity to cross-reference the explanatory factors of the urban crisis through the unemployment-precarious housing corollary. To do this, we have revisited the theories and approaches that have framed the evolution of social science debates on territorial development issues, while highlighting those that develop dynamic, comprehensive and explanatory approaches. We consider that it is easier in the analysis of the problems of underdevelopment to mobilize holistic approaches which grant only a small margin to the autonomy of the actor, whether individual or collective, public or private.

Keywords: Territorial development, human development, social resistance, slums, unemployment

Introduction

Le présent article est le résultat d'un travail mené par les auteurs sur les questions de développement social et territorial dans deux pays africains : le Maroc et le Togo. Au moment où la contestation sociale s'installe comme une caractéristique majeure des sociétés du Sud et où le sentiment d'injustice se place à la tête des préoccupations d'une jeunesse abandonnée à son sort, la question sociale réapparaît comme une variable explicative de la nouvelle Afrique. En effet, les sciences sociales se doivent de reprendre ces questions et de reposer ces problématiques selon une nouvelle perspective dont la justice sociale, l'équité et la dignité ne figurent pas comme de simples slogans mais plutôt comme des angles d'analyse nous permettant de mesurer les gaps entre discours et rhétoriques d'un côté et vécus et réalités de l'autre (Sadik, 2018a).

Le choix de faire une comparaison entre les indicateurs des deux pays ne s'explique guère par la présence d'une grille unifiée d'exploration des données. Au contraire, bien que les outils mobilisés dans chacun des cas ne soient pas les mêmes, du moment que ce sont les contextes qui dictent la manière la plus judicieuse pour interroger le terrain, l'objectif était de tracer les traits saillants de la crise socio-spatiale qui guette certains pays africains.

Si pour le cas du Maroc, nous avons choisi d'analyser les effets des politiques de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité à partir d'un grand chantier qui est celui de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain telle que déclinée sur le territoire des régions et des provinces (Mostaquim et Tahiri, 2020), le cas du Togo était l'occasion de croiser les facteurs explicatifs de la crise urbaine à travers le corolaire chômage-habitat précaire (Bagaoui et Hemedzo, 2020).

Pour ce faire, nous avons revisité les théories et les approches qui ont encadré l'évolution des débats des sciences sociales sur les questions du développement territorial tout en soulignant celles qui développent plutôt des approches dynamiques, compréhensives et explicatives. Nous considérons qu'il est plus aisé dans l'analyse des problèmes de sous-développement de mobiliser des approches holistes qui n'accordent qu'une mince marge à l'autonomie de l'acteur qu'il soit individuel ou collectif, public ou privé.

Nous procéderons par la suite à une discussion des principaux résultats théoriques et empiriques de notre étude en tentant de développer une nouvelle lecture des questions de développement selon une perspective des épistémologies des Suds et dont le principal objectif est de relativiser l'importation des concepts et des démarches d'analyse dans une logique de projection et d'éclectisme (Sadik et Soussi, 2020).

1. Revue de littérature, démarche et méthodologie de l'article et son articulation

Le faible niveau économique de la population urbanisée qui ne peut payer des loyers élevés par rapport à leur revenu d'une part et l'importance du coût de l'urbanisation auquel un Etat en développement ne peut faire face en priorité d'autre part, entraînent à coup sûr une modification profonde des aspects et des caractères de la ville mais surtout, les rapports sociaux et les rapports de production, donc les rapports de travail. Cela voudrait dire que la crise de logement par exemple, est une conséquence du rapport de production ou d'exercice d'activités génératrices de revenus. Si l'Afrique résiste à travers la consommation, l'écart de revenu et le monopole des ressources collectives par certaines élites provoque une réaction des forces vives marginalisées. Elle se manifeste à plus d'un titre sous des formes souvent anodines à travers l'appropriation ou la réappropriation de l'espace (Sadik, 2020).

L'exclusion sociale est une expression qui tend à soulever ou évoquer la situation d'un individu ou d'un groupe d'individus stigmatisé ou mis en marge de la société. Dès lors, on reconnaît non plus seulement un « état », mais aussi un « statut » de l'exclu. Il est le rejet des individus qui se trouvent hors des représentations normalisées voire normalisatrices de la société moderne dont le modèle dominant s'exprime par la participation active au marché du travail. On légitime ainsi le processus de vulnérabilité et d'exclusion de l'individu en acceptant la dualité de la société comme une fatalité avec comme termes dominants l'intégration et l'insertion. Cette vision est proche de celle de François Perroux (1972) pour qui cette présomption retentit dans le psychisme profond du pauvre. Pour corriger les incidences de l'exclusion sociale voire son absence, il faut alors jeter un regard sur le concept de l'intégration, une notion à laquelle on peut ajouter divers attributs ou épithètes.

a- Les différentes formes d'analyses historico-contemporaine autour de l'emploi, du chômage et du sous-emploi en Afrique

Margaret Maruani (2002) a réalisé un décodage sociologique du chômage où il avait tenté de comprendre les normes sociales selon lesquelles sont construits les instruments de mesure du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté salariale. L'auteur pose ainsi les limites de la signification des chiffres usuels en sciences sociales ou politiques. Cependant, il n'a pas défini la notion de l'emploi. Mais par la suite, Maruani et Reynaud (1993) ont travaillé sur les notions techniques de la population active, du chômage, des secteurs et sur les formes d'emploi ou des pratiques d'emploi. Ils ont replacé ces concepts non seulement dans le cadre des

différents types de marché du travail, mais aussi et surtout dans le cadre des statuts selon Vincens et al. (1994).

La notion de l'emploi et l'insertion du citoyen a été abordé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) dans un rapport intitulé l'« Emploi dans le Monde 1995 ». Pour les auteurs de ce rapport, le monde ne réussit guère à relever les défis portant sur les problèmes de chômage. Pourtant, les préalables indispensables à un progrès économique mondial sont en place. Un constat irréfutable y est fait : « l'exclusion sociale est devenue une réalité de l'existence ». Dès lors, le rapport ne préconise à peine que la communauté internationale veille à ce que le processus de marginalisation soit reculé dans la société globale. Le chômage y est alors perçu comme un élément portant le germe de marginalisation. Ainsi, pour Jean Lachaud et al(1994), il faudrait approfondir les connaissances du marché du travail urbain afin d'identifier les mécanismes les plus importants pour la conception d'actions contre le chômage, le sous-emploi et la pauvreté.

Dans cette même perspective, le l'OIT estime que le progrès vers la justice sociale et la dignité des travailleurs est freiné dans beaucoup de pays par ce phénomène (Rapport 1995,25). Paul Bairoch (1972) avait relevé l'incompatibilité entre l'accroissement rapide de la main d'œuvre urbaine et le développement insuffisant des disponibilités d'emplois productifs. Bien qu'il n'ait pas fait cas des bidonvilles, il faut reconnaître que cette main-d'œuvre y est très souvent concentrée.

Pour certains auteurs, du moment où nous savons que la crise perdure dans les pays du Sud, nous devons en chercher les raisons au niveau de la structure de leur économie. C'est ce qu'avait tenté de faire Jean Marc Ela(1983), dès les années 1980. Selon lui, dans l'économie essentiellement tournée vers l'extérieur, il y a peu d'espoir que les besoins élémentaires notamment celui de l'emploi soient pris en compte. L'auteur pense que le système éducatif en Afrique est impliqué dans la crise de la décennie dans la mesure où, il est acharné à former les diplômés qui éprouvent des difficultés à s'insérer harmonieusement dans le système de production. Ici, Ela pointe du doigt le système scolaire dont le décrochage scolaire est parfois plus important que les réussites scolaires surtout en milieu rural.

Les circuits de production riment avec les sources d'emploi ou d'activités génératrices de revenus. Pour étudier ces sources d'emploi et de revenu des individus victimes des problèmes d'emploi, Carlos Maldonado (1988 : 68-71), responsable du programme de BIT a essayé de déterminer les petits producteurs urbains d'Afrique francophone. Les recherches ont ainsi abouti à la conclusion selon laquelle, les petits producteurs présentent une source de

revenu à l'État et un réservoir de main-d'œuvre et aussi un débouché non négligeable pour les grandes firmes lorsqu'il y en existe. Ce secteur reste aussi la seule structure d'accueil la plus importante pour les migrants de toutes les origines sociales : laissés-pour compte et jeunes diplômés qui débutent dans la vie active. Bien qu'il ne soit pas explicite, Maldonado (idem) évoquait ainsi le secteur informel comme débouché des jeunes migrants en quête de travail. Il y a donc ici la preuve que ce marché constitue la matrice potentielle de la résistance et de prise d'initiative. Vu l'ampleur de la crise, les uns et les autres ont émis des approches de solution. Le secteur informel dont se saisissent les citoyens habitants dans bidonvilles est une forme de résistance économique sophistiquée. Elle est sophistiquée car, d'une part son fonctionnement est complexe et d'autre part, seuls les acteurs comprennent mieux sa structure et ses règles voire sa logique technico-pratique. Ces réalités sont tout simplement l'avatar d'une résistance à double facettes dont la première est une réaction économique face à l'état de crise permanente sous toutes ses formes. La deuxième facette est une résistance face à l'Etat puissamment centralisé mais incapable de s'assurer les services essentiels à la population urbaine débordante.

Depuis les années 1960, certains chercheurs ont déjà prédit l'incapacité des pays du Sud à réaliser le plein emploi (Rupert J. Harewood, 1965, 375). En effet, pour une population en croissance rapide, le nombre des emplois souvent programmé par les plans quinquennaux à l'époque, serait à peine suffisant pour absorber les jeunes qui se présentent sur le marché du travail et la plus grande part du chômage et du sous-emploi subsisterait à l'expiration du plan. L'auteur préconise alors comme solution, l'augmentation de la production et la distribution satisfaisante du produit national. Comme constat, les perspectives ou les projections d'alors sont confirmées de nos jours.

Pour Gérard Breesse, la présence physique du citoyen dans une ville ne signifie pas nécessairement que cet être humain participerait à la vie urbaine. Un migrant (intérieur) peut fort bien se trouver dans la ville sans en faire véritablement partie, c'est-à-dire sans y être associé réellement (Gérard Breesse 1969, 121). Il avait donc exposé les manifestations de l'exclusion sociale urbaine. D'autres études situent l'analyse au niveau des bidonvilles à l'instar du rapport du OIT susmentionné où il a été reconnu également que les habitants des bidonvilles travaillent en majorité dans le secteur informel. Ce secteur constitue 60% de l'emploi urbain total et la plupart des travailleurs vivent dans des conditions précaires parfois inhumaines. On pourrait permettre à ces exclus sociaux par manque de travail d'améliorer leur sort et de mieux s'intégrer dans la société en leur octroyant une aide appropriée (OIT, 1995, 187). Le BIT estime aussi que seule la formation peut briser l'exclusion du marché du travail conduisant à

l'exclusion sociale (OIT, 2000, 179). Mais il faut savoir que les aides et la formation des travailleurs ne suffisent pas pour diminuer la crise et ses effets. Cette crise contribue à la stigmatisation des classes sociales. (Louis Henri, 1964, 246) qui pense que les possibilités d'ascension sociale qu'offrait le travail exécuté par une compétence laborieusement acquise sont de nos jours de plus en plus réduites. Il reconnaît que la stigmatisation des classes des catégories de travailleurs accentue la « fracture sociale ». C'est ce que vivent les pays du Sud surtout l'Afrique (Bagaoui et Komi, 2020).

b- Approches conventionnelles et visions traditionnelles : le cas de l'habitat précaire

Le mouvement des populations vers les villes connaît une croissance rapide dans les pays du sud. Généralement, ce mouvement favorise l'installation des habitats précaires, habitats qui demeurent le mode de toit auprès des migrants avec son lot de problème (Yvan Gastaut, 2004). Très souvent incontrôlé, il anticipe sur l'évolution des forces productives sans permettre l'absorption des nouveaux citadins qui restent en partie sous-intégrés. La décomposition de la société rurale voire le dépeuplement du monde rural ne fait pas forcément place à la réorganisation d'une société urbaine moderne. Selon Namrita Talwar (2004), la forte migration des pauvres des campagnes vers les villes, fait que plus d'un sixième de la population mondiale vit actuellement dans des zones insalubres, souvent sans eau, sans services d'assainissement ou sans sécurité. Les études sont constantes et unanimes sur ce constat.

Les villes croissent donc rapidement en termes de population. La part de la population rurale reste élevée en Afrique et les nouveaux venus sont connus sous le vocable de *néo-citadins*. Les causes de ces mouvement migratoires sont diverses. C'est ainsi que Brodie Ramin (2009) explique entre autres, comment à l'échelle mondiale, près d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et ce chiffre devrait doubler pour atteindre deux milliards dans les 30 années à venir. On peut cependant en citer des causes climatiques comme matrice de ce mouvement. Ainsi, selon les projections, les effets du changement climatique se feront progressivement sentir sur le continent africain en termes de migration et de la création des bidonvilles. Brodie Ramin souligne aussi comment une part importante de la morbidité dans les bidonvilles résulte d'un accès insuffisant à des installations d'assainissement et à une eau de boisson propre. Le Maroc comme le Togo ne sont pas en marge de ce processus de ruralisation de la ville encore appelé désurbanisation. Mais, ces deux mots (ruralisation et désurbanisation) vont souvent plus référence à l'espace qu'au tissu socioéconomique. Or, peut dire que l'espace,

le territoire et l'environnement sont le reflet de l'environnement socio-économique. Le lien entre crise de logement, revenu, emploi et sous-emploi est ainsi établi.

À titre d'exemple, À la crise du logement, certains trouvent des solutions en créant des bidonvilles ou en s'y installant. Ces bidonvilles apparaissent selon Freddy Ndong Ndong (1992) comme des végétations de maisons en vieux contre-plaqué, en vieilles planches ou en vieilles tôles. À première vue, il est difficile de concevoir la vie dans les bidonvilles comme une résistance économique à cause de son aspect physique très peu recommandable. Ainsi, ces quartiers pauvres sont occupés par les démunis de tous ordres ayant en commun l'amère réalité du chômage. Beaucoup d'entre eux sont des chômeurs de longue durée, ne possédant pas de logement propre. Ce processus est un véritable phénomène de rejet de l'individu sous toutes ses formes. Les exclus du secteur conventionnel de l'habitat n'ont guère d'autre alternative que celle de s'approprier des espaces de façon illégale. En d'autres termes, l'aspect physique n'est que le reflet de la face cachée de l'économie et de l'emploi.

Il ne faut donc plus percevoir la crise du logement exclusivement comme résultat de l'enchevêtrement des conséquences provenant à la fois de l'effectif pléthorique des nouveaux venus et de l'absence des structures d'accueil en ville. Si comme le disait déjà dans les années 1970, l'Etat en développement a d'autres priorités autres que le logement, ces priorités pourraient être vues purement sur le marché de l'emploi. Dans cette logique, il va sans dire que les thèmes essentiels à développer devraient tourner autour de la question du type formation à donner aux jeunes pour les préparer au marché du travail, du type d'emploi pour la masse travailleuse, comment valoriser le monde rural à travers la production agricole et sa mise sur le marché. Il faut rappeler ici le rôle et la fonction stratégique de l'économie sociale et solidaire dans la consolidation des liens communautaires et la protection du ciment social qui préserve les chances d'un développement durable et équitable (Bagaoui, 2021).

2. Politiques sociales et justice territoriales

2.1 La lutte contre la pauvreté au Maroc interpellées par le territoire

Depuis plusieurs décennies, les efforts consentis en matière de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité dans notre pays ne sont plus à démontrer. Ces efforts se sont conjugués par plusieurs programmes gouvernementaux et non-gouvernementaux permettant de réduire considérablement les taux et d'assurer l'accès aux infrastructures sociales de base à une frange importante de la population nécessiteuse.

Néanmoins, les besoins sont encore là et les demandes semblent de plus en plus pressantes au niveau des citoyens pour assurer les conditions préservant la dignité et l'égalité des chances

dans un pays où les indicateurs économiques ne traduisent pas forcément une amélioration des conditions sociales d'une grande partie de la population. Les signes du malaise social ne sont plus à démontrer.

Aussi, les rapports et les classements internationaux attribuent des positions assez « décourageantes » au Maroc ce qui entache aussi bien son attractivité économique et sociale que son image vis-à-vis de ses citoyens comme vis-à-vis des acteurs de développements internationaux : à titre d'exemple le Maroc se positionne au 121ème rang dans le rapport du PNUD de 2020.

Il nous semble, après lecture de cette situation, que la question ne se situe pas forcément dans l'absence des budgets alloués aux programmes de luttes contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale.

La région est aujourd'hui située au centre de la décision politique relative au développement. Ainsi, le processus de régionalisation avancée va connaître un nouveau souffle, particulièrement en 2015, avec l'adoption des nouvelles lois organiques qui constitueront désormais le cadre institutionnel de base de la réforme territoriale au Maroc. Basé sur une nouvelle philosophie, ce nouveau cadre constitutionnel et institutionnel se trouve enrichi ainsi par de nouveaux concepts, fondements d'une opérationnalisation vers les bonnes pratiques de gouvernance, la reddition des comptes, la régionalisation avancée et le renforcement du rôle des collectivités territoriales » (Ministère de l'Habitat, 2018, p. 8).

a- Eléments du contexte économique et social de la lutte contre la pauvreté au Maroc

La question sociale au Maroc reste intimement liée aux choix macroéconomiques de l'Etat indépendant. En fait, après plusieurs hésitations, l'Etat s'est inscrit, sous la pression des créanciers internationaux dans une série de réformes et de redressements budgétaires et financiers depuis 1983 avec le plan d'ajustement structurel (PAS), achevé théoriquement depuis 1992. Un plan qui tente la « résolution du problème de la dette » (Hibou, 1996) se décline en plusieurs décisions : adhésion au GATT en 1987, signature de l'Accord de libre-échange avec l'Union européenne le 16 novembre 1995, etc.

Plusieurs contraintes à la fois internes et externes ont pesé lourdement sur les choix de la politique économique établie par l'Etat à partir du début des années 1980. L'effort de guerre engendré par le problème du Sahara, la baisse spectaculaire des prix des phosphates à partir de 1976 (de plus de 44% par rapport à 1974), plus les répercussions néfastes du choc pétrolier de 1974 ont constitué des éléments décisifs dans la politique d'endettement extérieur de l'Etat

marocain. S'ajoute à tout cela la conjoncture économique internationale assez difficile et qui prépara la suprématie des recettes économiques et sociales prescrites par le F.M.I (Sadik, 2012). A ce qui précède, plusieurs secteurs ont enregistré des dégâts importants, notamment celui de l'emploi qui a connu une hausse considérable des taux de chômage qui sont passés de 10,7% en 1982 à 16% en 1995.

La question sociale se fait donc ressentir à partir de l'inflation et la hausse assez spectaculaire des prix des produits de grande consommation. Aussi, la montée progressive des taux de chômage des jeunes puisque la moyenne des postes budgétaires créés par l'Etat est passée de 50000 au début des années 1980 à 12000 en 1996. (Guerraoui, 1997).

Néanmoins ces politiques restrictives n'ont pas pour autant permis de générer la croissance promise. Bien au contraire, elles ont alourdi davantage la facture sociale et élargi la base des pauvres dans les grandes villes alimentées systématiquement par les flux migratoires souffrant des vagues de sécheresse des années 1980. D'autres visages et symptômes de la pauvreté urbaine commencent à voir le jour pour miner les politiques de développement territorial qui se sont mobilisées, pour plusieurs décennies, pour résorber les bidonvilles et l'habitat insalubre devenu la principale caractéristique de nos grandes villes¹.

Depuis la fin des années 1990, la question sociale a ressurgi sur la scène du débat public et dans les mesures prises à l'échelle des politiques publiques et des initiatives royales à commencer par la création de la Fondation Mohammed V pour le Développement comme un catalyseur d'idées, de projets et d'initiatives.

En 1999, la création de l'Agence de Développement Social a permis d'organiser davantage les actions publiques, de soutenir le capital humain et de promouvoir les activités génératrices de revenu. Le renforcement des capacités associatives a contribué largement à la diffusion des bonnes pratiques associatives en matière de gestion de projet, de gouvernance et de management associatifs et à l'harmonisation des pratiques de gestion administratives et financières des projets de développement.

Ce passage était vital pour la réussite de l'INDH qui voit le jour en 2005 comme un programme non gouvernemental et qui réussit, en un laps de temps assez court, à se positionner comme un acteur incontournable dans les politiques sociales dans le Royaume. L'INDH a donné un

¹Stiglitz (écrit en critiquant les PAS préconisés par le F.M.I. : « Ses politiques d'ajustement structurel (...) ont provoqué dans de nombreux cas des famines et des émeutes ; et même quand leurs effets n'ont pas été aussi terribles, même quand elles ont réussi à susciter une maigre croissance pour un temps, une part démesurée de ces bénéfices est souvent allée aux milieux les plus riches de ces pays en développement, tandis qu'au bas de l'échelle la pauvreté s'était parfois aggravée ». J. E. Stiglitz. La grande désillusion. Paris. Fayard. 2002. p, 23.

nouveau souffle aux actions publiques entreprises à différents niveaux institutionnels et territoriaux tout en permettant la naissance d'une nouvelle catégorie de gestionnaire des projets sociaux dans le respect des standards en la matière.

Aujourd'hui, et comme l'ont mentionné plusieurs études nationales et internationales, « la multiplication des programmes de développement qui débouchent sur des plans d'action qui peinent sinon à changer du moins à affecter les causes réelles de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Aussi, le passage des politiques publiques globales aux politiques sectorielles introduit d'autres facteurs qui brouillent davantage ce spectre » (Sadik, 2019).

Pour mieux cerner notre objet et contribuer à repérer les limites des programmes de lutte contre la pauvreté dans la région Casablanca-Settat, nous proposons de les examiner à plusieurs échelles socio-territoriale qui couvrent toutes les régions du Royaume tout en mettant l'accent sur la Région Grand Casablanca-Settat pour évoquer les éléments saillants de la lutte contre la pauvreté dans ses dimensions les plus micro-territoriales.

b- L'effet INDH dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité

Depuis son lancement en 2005, l'INDH a nettement contribué parfois au ralentissement de l'évolution de la pauvreté et de vulnérabilité et parfois même à leur éradication dans certains espaces territoriaux. Mais, une analyse plus profonde de ses réalisations permet également de mettre le doigt sur des limites et des insatisfactions, notamment à l'échelle micro-territorial.

Une première vue de la grandeur des budgets alloués à l'INDH permet de vérifier son caractère stratégique pour l'engagement financier public et les ressources mobilisées pour l'atteinte de ses objectifs.

Budget global INDH par phase

Phases	Milliards de Dhs
Première phase : 2005-2010	10
Deuxième phase : 2011-2018	18
Troisième phase : 2019-2023	18

Source : Ministère des Finances, DEFP 2018

Malgré l'importance budgétaire de l'INDH et en termes d'évaluation de son impact sur la pauvreté en milieu rural marocain, les auteurs démontrent qu'entre 2008 et 2011, il y a globalement un impact positif, mais pas toujours significatif, de l'INDH sur certains indicateurs reflétant la situation économique, le développement humain et la pauvreté dans les zones enquêtées. Pour 2013, les impacts estimés sont toujours non significatifs. Les effets de ce programme national semblent s'être dissipés entre 2011 et 2013. Les résultats dévoilent

également que l'intervention de l'INDH n'améliore pas la situation de la population des communes rurales ciblées en matière des indicateurs de santé et d'éducation » (Touhami et al., 2017).

En effet, l'analyse de la répartition des fonds de l'INDH par programmes permet de déceler à quel point ce montage financier a plutôt profité au programme « transversal » avec 31,6% et à celui de « la lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain » avec 30,6%. En revanche, les programmes de « lutte contre la pauvreté en milieu rural » et celui de « lutte contre la précarité » n'ont bénéficié que de 24,4% et 13,3% respectivement ». (Ministère de l'Habitat, 2018). Pour l'ONDH, bien que l'INDH soit une œuvre prometteuse en matière de redistribution de la richesse et de réduction des inégalités entre les territoires, l'ampleur de ses effets positifs à ces égards dépendrait de l'efficacité des modes de gouvernances de ses différents programmes. Nombre d'associations présidant aux destinées des programmes inscrits aux concours de l'INDH constituent une source de surcouts et de gaspillage (ONDH, 2009).

A ce qui précède, l'on peut ajouter que le caractère assez pressant des demandes des citoyens peut se confronter au décalage entre les objectifs et les réalisations. Ainsi, l'étude des perceptions des citoyens eu égard aux programmes de l'INDH (ONDH, 2019) permet de mettre le doigt sur les besoins les plus pressants tels que ressentis par les interviewés².

Cette situation peut être visible à l'échelle régionale où « la corrélation est très faible entre les projets de développement économique et social financés par les différents programmes de l'INDH et la baisse de la pauvreté entre 2004 et 2014 » (Ministère de l'Habitat, 2018).

Ainsi, dans la région de Darâa-Tafilalet n'a profité que de 7% des financements des différents programmes de l'INDH et pourtant elle a affiché un taux de réduction de la pauvreté important avec 17,3% sur ladite période. De même, la région de Marrakech –Safi a pu réduire son taux de pauvreté de 9,5% alors qu'elle n'a bénéficié que de 11% des ressources de l'INDH. En revanche, la région de Casablanca – Settat, par exemple, a profité de 13% des ressources de l'INDH, mais n'a réussi à réduire son taux de pauvreté que de 3,2% sur la période 2004-2014.

²On lit dans le rapport que « La perception positive de l'INDH (64,1% des répondants estiment que l'INDH est à même d'améliorer la situation de la pauvreté et 54,7% des répondants sont optimistes), ne va pas sans susciter des attentes sociales auprès des populations. La focalisation de ces attentes se fait autour de l'infrastructure, l'emploi et le logement qui constituent une préoccupation majeure. Des attentes suspendues aux besoins de bases qui touchent le citoyen dans son quotidien. Ce qui nous permet de dire que les attentes des populations se situent encore à l'échelle de besoins primaires comme l'eau, les structures éducatives de santé et de l'emploi pour sécuriser un revenu. Ceci implique une urgence à satisfaire d'abord et de manière prioritaire ces besoins » (ONDH, 2019).

Rapport financement INDH et baisse de la pauvreté par région entre 2004 et 2014

Régions	Total financement de programme INDH en Dhs	Taux de baisse de la pauvreté entre 2004 et 2014
Fès-Meknès	937256126	7.5
Rabat-Salé-Kénitra	867980147	7.4
Casablanca-Settat	834 384730	3.2
Tanger-Tetouan-Al Hoceima	715505027	5.7
Marrakech-Safi	706 964723	9.5
Oriental	576 739024	8.4
Souss-Massa	485 477334	7.6
Darâa-Tafilalet	446 611636	17.3
Béni Mellal-Khénifra	409 135233	3.7
Guelmim-Oued Noun	158 570968	1.9
Laayoune-Sakia El Hamra	72 514880	1.9
Eddakhla-Oued Eddahab	54 946417	1.9

Source : Ministère de l'Habitat, (2018), *Solidarité territoriale : Mécanismes et outils d'opérationnalisation Rapport de la phase II : Etat des lieux et diagnostic territorial*.

En effet, le montant réservé à la Région Casablanca-Settat s'élève à 834 384 730 dirhams entre 2004 et 2014. Le taux de réduction de la pauvreté reste proportionnellement faible par rapport aux budgets consommés ce qui interpelle les formes de gestion et d'évaluation à mi-parcours qui ont été mobilisées durant cette décennie.

A côté de problèmes de ciblage, d'évaluation et d'exécution il semble aussi que les projets nécessitaient une vue d'ensemble à l'échelle de la région permettant de suivre les indicateurs de lutte contre la pauvreté dans leur intégrité avec un baromètre dynamique et efficient impliquant les multiples transformations sociales qui affectent les territoires et assurant une connectivité au niveau des projets de développement.

Aussi il s'avère que la logique de parcellarisation axée uniquement sur deux variables du budget et du nombre de bénéficiaires ne semble pas servir l'objectif de réduction de la pauvreté dans la région. Sans parler du problème des critères d'éligibilité à l'INDH fixés généralement à l'échelle de chaque province et préfecture : une question qui ne fait pas toujours unanimité ! Plusieurs rapports ont souligné l'absence de transparence dans l'octroi des aides (CESE, Banque Mondiale, Habitat). A ceci il faut ajouter la faiblesse des formes d'accompagnement

réservé aux porteurs de projets qui sont parfois livrés à eux-mêmes dans la gestion et l'exécution de leurs projets.

c- Les effets de la lutte contre la pauvreté interpellée par les clivages rural vs urbain

D'un point de vue général, et comme le confirment les statistiques officielles sur les questions de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, le rural est resté le principal handicap des programmes mis en place. Malgré les efforts déployés, les taux de pauvreté multidimensionnelle confirment cette tendance et donne l'impression que le modèle de développement est déséquilibré d'un point de vue territorial. Le rapport du CESE sur ce modèle le mentionne assez clairement : « Malgré les nombreuses initiatives entreprises par l'Etat, la situation du monde rural demeure préoccupante. Des disparités flagrantes se manifestent entre le milieu rural et urbain. Bien qu'entre 2001 et 2014, l'évolution de la pauvreté ait été marquée par une tendance générale à la baisse, elle reste plus prégnante en milieu rural » CESE, 2019, p. 47.

Dans les zones rurales, le CESE avance deux chiffres qui sous-tendent des réalités d'exclusion non affranchies par tous les programmes déployés jusque-là à l'échelle de notre pays :

- Le taux d'activité des femmes ne dépasse pas 21,8% en 2018 ;
- 71,5% de la population rurale travaille dans un secteur à faible productivité comme le secteur primaire, et particulièrement au niveau de l'agriculture qui ne représente que 12% du PIB en moyenne sur la période 2008-2018. (CESE, 2019, p. 30).

Au niveau de la région de Casablanca-Settat, les statistiques confirment à quel point le monde rural est resté le parent pauvre des projets et des programmes mis en œuvre.

Comparé aux zones urbaines, le monde rural affiche des taux beaucoup plus élevés et montre à quel point cette partie du territoire n'évolue pas au même rythme que les espaces urbanisés. Ce qui n'est pas sans aggraver et amplifier davantage le phénomène d'exode rural et le légitimer aux yeux des populations en quête d'infrastructure sociale de base et d'opportunité de travail assurant un minimum vital.

Malgré les efforts consentis depuis 2004, le taux de pauvreté globale est démesurément élevé dans le rural par rapport à l'urbain est se situe à 15.4% et 2.9% respectivement.

Les taux de pauvreté multidimensionnelle dans la région de Casablanca-Settat selon le milieu Urbain/Rural (2004-2014)

Région	Taux de pauvreté globale 2014 (en%)	Taux de pauvreté multidimensionnelle (en%) 2004	Taux de pauvreté multidimensionnelle (en%) 2014	IPM (en%) 2004	IPM (en%) 2014	Intensité de privation des pauvres (en%) 2004	Intensité de privation des pauvres (en%) 2014
Ensemble	6.2	17,5	4,1	7,6	1,6	43,3	38,5
Urbain	2.9	6,5	1,3	2,5	0,5	39,0	36,0
Rural	15.4	41,3	12,1	18,5	4,8	44,8	39,3

Source : HCP.

En effet, comme on l'a mentionné auparavant, la région GCS a enregistré des taux de réduction de la pauvreté multidimensionnelle assez encourageants entre les années 2004 et 2014. Les taux sont passés de 17.5 à 4.1 et particulièrement dans le rural de 41.3% à 12.1%. A ce niveau, l'écart enregistré est de -13,4.

Néanmoins, d'un point de vue des inégalités territoriales, il faut dire que le rural continue à peser profondément sur ces taux en enregistrant un taux de 12.1% ce qui représente pratiquement plus de 11 fois les taux enregistrés dans les zones urbaines (1.3%). Cette situation reste préoccupante du moment que l'essentiel des populations des zones périurbaines sont originaires de la campagne affectée par des cycles perpétuels de sécheresse. L'histoire de l'évolution de nos villes en dit long sur les vagues de migrants qui s'installent dans ces zones en quête d'une opportunité de travail qui n'arrivent toujours pas à assurer les conditions de vie décente à des franges importantes de cette population. Dans l'absence de services sociaux de base (santé, école, logement décent, etc.) cette population se transforme progressivement en un vivier de délinquance, de crime et de déviance sociale de toutes sortes. De phénomènes qui transhument et se propagent progressivement dans l'espace pour finir par s'installer en plein centre-ville et dans ses quartiers les plus animés.

Une analyse plus fine de l'impact des programmes et des projets de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales permet de souligner des carences évidentes dans plusieurs régions le Grand

Casablanca-Settat et Tanger-Tétouan- Al Hoceima en tête. Dans ces deux régions, le taux de baisse ne dépasse pas 4.3% entre 2001 et 2014 alors que d'autres régions ont dépassé des taux aux alentours de 20%. Ceci explique à la fois l'inefficacité de l'intervention à ce niveau dans la région mais aussi l'importance de mettre en place des programmes plus adaptés pour assurer un développement égal rendant la justice territoriale aux zones rurales.

En effet, comme le souligne le rapport de l'ONDH le développement des territoires ne peut se permettre de léguer les zones rurales au deuxième plan sous quelque justification que ce soit³.

Baisse de la pauvreté rurale entre 2001 et 2014 par région

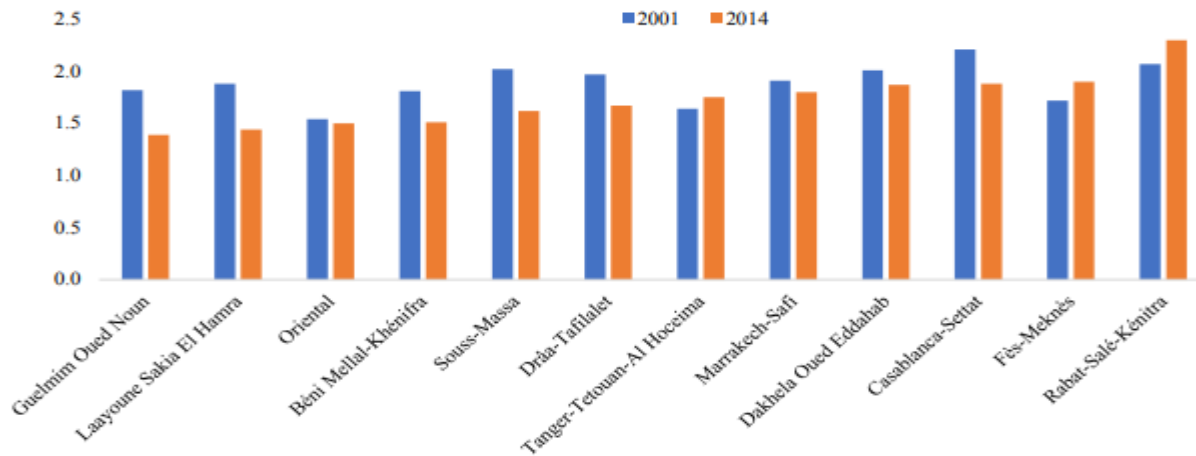
Régions	Baisse de la pauvreté rurale entre 2001 et 2014
Darâa-Tafilelet	20.6
Fès-Meknès	10.5
Oriental	9.9
Souss-Massa	9.4
Marrakech-Safi	8.7
Rabat-Salé-Kénitra	8.6
Régions du Sud	6.4
Béni Mellal-Khénifra	5.4
Casablanca-Settat	4.3
Tanger-Tetouan-Al Hoceima	4.3

Source : HCP, ENCDM 2000-2001 et 2013-2014

Ces résultats sont aussi confirmés par l'étude des écarts de consommation intra régionaux entre zones urbaines et rurales. Les taux de cet indice tel que calculé par le HCP et la Banque Mondiale révèle que la baisse des écarts de consommation a baissé entre 2001 et 2007 de 2.01% à 1.79% pour augmenter de nouveau en 2014 à 1.87% ce qui creuse davantage d'inégalités entre le niveau de vie en ville et celui dans le monde rural dans les différentes régions du Royaume (HCP et Banque Mondiale, 2017).

³On lit dans le rapport sur le développement local de l'ONDH « Sur le plan des politiques publiques, la forte variabilité communale des déficits et sources de développement montre clairement que toute stratégie de développement humain gagnerait à être repensée et affinée à l'échelle territoriale afin d'apporter des réponses plus efficaces et adaptées aux différentes situations et contraintes vécues aux communes rurales en particulier. Il s'agit de développer, sur place, à l'instar de l'INDH, des programmes visant la réhabilitation et la réinsertion sociales des populations dans l'ensemble des dimensions du développement ».

Les écarts de consommation intra régionaux entre 2001 et 2014



Source : HCP –ENCDM 2000-01 et 2013-14.

Bien entendu, la baisse des taux est toujours relative et dépend de plusieurs paramètres qui diffèrent d'une région à une autre. Pour les régions comme Casablanca-Settat, il faut dire que les taux de baisse de la pauvreté rurale n'ont pas beaucoup baissé parce qu'ils étaient déjà bas par rapport aux autres régions du Royaume. A partir d'un seuil critique, la baisse devient caduque et compliquée parce que nécessite plus de ciblage, de finesse et de rigueur pour savourer ses effets sur le terrain.

A côté de l'éducation, la santé se positionne également comme une véritable carence des politiques régionales de lutte contre la pauvreté du moment que sa contribution comme source de privation s'élève à (15%).

Aussi, l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement ne sort pas de cette configuration puisqu'il se situe à hauteur de (15.1%). Seules les conditions de logement ont enregistré des taux moins brûlants avec (6.5%).

Bien entendu, pour l'ensemble de ces statistiques et indices, des écarts notables sont enregistrés entre l'urbain et le rural et confirment les tendances soulignées plus haut en termes d'inégalités territoriales.

Décomposition de la pauvreté par source de privation (en%) 2014

Région	Education	Santé	Conditions de vie	
			Accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement	Conditions de logement
Ensemble	63,4	15,0	15,1	6,5
Urbain	58,5	28,0	9,9	3,7
Rural	64,7	11,5	16,5	7,3

Source : HCP.

La santé représente un des piliers des politiques publiques sociales. L'analyse des indicateurs officiels en la matière permet justement de vérifier les décalages enregistrés entre les objectifs et les réalisations à l'échelle du citoyen comme à l'échelle des territoires, la région en premier lieu.

Si l'on se focalise sur le système de santé, l'on constate que, comparé à d'autres pays, le budget public réservé à la santé/PIB ne dépasse pas 5.8% alors que les dépenses des ménages s'élèvent à 50.7% selon les statistiques du Ministère de la Santé et à 59.2% selon l'OMS. Ce qui continue à représenter à une lourde charge pour les ménages notamment ceux dont les ressources sont limitées et/ou instables. Selon une enquête réalisée par l'Economiste sur la base de la cartographie de la pauvreté conçue par les services de la Wilaya de Casablanca on apprend que 70% des dépenses réservées par les ménages pauvres et vulnérables vont vers l'insertion professionnelle et la prise en charge médicale (l'Economiste, 2015).

d- D'autres visages de la pauvreté

Bien entendu, les statistiques officielles restent relativement muettes sur un certain nombre de phénomènes sociaux qui représentent les visages les plus visibles voire les plus choquants de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Ces phénomènes, absents des fichiers des différents recensements sont pourtant préoccupant aussi bien pour les décideurs et les acteurs que pour l'opinion publique.

Parmi eux, nous citons au moins les quatre les plus caractéristiques, à savoir :

- Les enfants en situation de rue ;
- La mendicité ;
- La violence à l'égard des femmes ;

✓ Les enfants en situation de rue :

Le phénomène des enfants en situation de rue est de plus en plus préoccupant. Il se situe au centre des espaces urbains et contribue à la dégradation non seulement de l'image de la ville mais aussi de la notion du bien-être de toute la population. Comme le signale le rapport de l'enquête réalisée à Casablanca : « Issus le plus souvent des quartiers périurbains pauvres et des bidonvilles, ces jeunes enfants investissent les lieux centraux de la ville les plus animés la nuit à la recherche d'opportunités de survie. On peut les observer dans ces lieux centraux, gares routières ou ferroviaires, ports, grands boulevards, en train de mendier ou d'effectuer des « petits métiers » tels que le cirage des chaussures, la vente de cigarettes au détail, etc. »⁴.

En effet, un recensement de tous les enfants en situation de rue identifiés dans les lieux de squat ou d'activité retenus au niveau du Grand Casablanca. Ces derniers, au nombre de 214 sites et situés principalement dans les préfectures d'arrondissement de Casa Anfa, Ain Sbaâ Hay Mohammadi et Al Fida Mers Sultan (61%), ont été déterminés et validés avec l'ensemble des intervenants locaux.

Le terrain a été réalisé en étroite collaboration avec les responsables du Ministère, des opérateurs locaux (SAMU Social de Casablanca et BAYTI), de la Préfecture de Police et des Autorités Locales du Grand Casablanca et de la Magistrature concernée par les mineurs.

Aussi, l'opération de recensement des sites de squat et d'activité des enfants en situation de rue a permis de dégager, au niveau des 214 sites retenus dans l'agglomération de Casablanca, les chiffres clés suivants :

Structure des enfants en situation de rue dans le grand Casablanca

Groupe d'âge	Moins de 10 ans		10 à 15 ans		Plus de 15 ans		Total	
Genre	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)	Effectif	Part (%)
Masculin	3	42,9%	33	80,5%	226	91,9%	262	89,1%
Féminin	4	57,1%	8	19,5%	20	8,1%	32	10,9%
Total	7	100,0%	41	100,0%	246	100,0%	294	100,0%

Source : Enquête sur les enfants en situation de rue à Casablanca (2011)

⁴Le Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social (2011), Enquête sur "Les enfants en situation de rue" à Casablanca.

- En Avril 2011, 766 personnes vivent dans les rues de Casablanca (enfants et adultes), notamment dans les préfectures d'arrondissement de Casa Anfa (49%) et Al Fida Mers Sultan (27%).
- 294 enfants ont été recensés comme enfants en situation de rue dans les sites retenus pendant la même période ; soit plus de 38% de l'ensemble des personnes en situation de rue à Casablanca.
- Ces enfants qui sont localisés principalement dans les préfectures d'arrondissement de Casa Anfa (63%) et Al Fida Mers Sultan (27%), sont constitués principalement des garçons (89%) et des enfants âgés de 15 à 18 ans (84%).
- 88% des lieux de squat se situent au niveau des arrondissements de Sidi Belyout, Al Fida et Casa Anfa.

Ledit rapport conclut en soulignant les corrélations entre ce phénomène et le niveau de pauvreté et de précarité des ménages : « Sur le plan des revenus des familles, nous constatons que la majorité des pères exercent des métiers de survie ou des petits métiers, alors que 59% des mères sont des femmes de foyers. Le manque de moyen et la vulnérabilité des familles face aux aléas socioéconomiques semblent constituer un trait commun entre ces enfants » (L'enquête sur "les enfants en situation de rue" à Casablanca, 2011, p. 60).

✓ **La mendicité :**

Le nombre estimatif des mendiants reste très préoccupant à l'échelle nationale. Si cet indicateur est lu comme un des symptômes de l'urbanisation frénétique et inégale, il n'en demeure pas moins qu'il cache derrière lui le signe des déséquilibres de la redistribution des richesses et de la panne qui caractérise le moteur de l'ascension sociale depuis l'avènement des politiques d'ajustement structurel (Sadik, 2012). Selon une enquête réalisée par le Ministère du Développement Social, de la Solidarité et de la famille, on parle de 195 950 personnes qui se donnent à la mendicité. Ce chiffre se décline en plusieurs sous-catégories, à savoir :

- Les mendiants professionnels : 62.4%, c'est-à-dire des personnes qui ont fait de la mendicité leur métier permanent.
- Les femmes représentent (au nombre de 100 225) 51.1% de l'ensemble des mendiants, et les hommes (95 725) mendient.
- 11,5% sont des enfants.
- 67 798 (soit 34,6 %) ont entre 40 et 59 ans et 57 931 (soit 29,6%) ont plus de 60 ans, Les jeunes viennent en troisième position (24,3%).

- Rabat et à Casablanca, soit les deux zones qui recèlent le plus grand nombre de mendiants au Maroc (plus de 77 000).
- C'est l'axe Grand Casablanca-Rabat-Salé qui concentre les taux les plus élevés de mendicité avec, respectivement, 21,8% pour la région de Rabat et ses environs et 17,8% pour le Grand Casablanca. A lui seul, cet axe englobe 36,2% des mendiants.

2.2 La résistance des territoires au Togo

La situation du Togo est presque comparable aux autres pays des Suds en termes de chômage et de sous-emploi même si UN-Habitat (2017) pense le contraire en ce qui concerne le Togo. Dans le cas du Togo, la Société Togolaise d'Etude de Développement (SOTED, 1990) avait estimé que la politique de l'emploi au Togo connaissait un échec, car elle avait été souvent considérée comme résidu des autres politiques sectorielles fondées presque sur le transfert de technologie. Elle n'aboutit qu'à l'exode rural. Pour cette institution de recherche, l'élaboration d'une loi fondamentale sur la promotion de l'emploi au Togo est capitale et désirable.

Dans une étude similaire, Alfred Schwartz (1980 : 106) a présenté la situation de l'emploi au Togo à l'aube de l'IVe plan par grand secteur d'activités et perspectives à l'horizon 1985. Il a passé au peigne fin toutes les activités et les structures des entreprises togolaises. Il a démontré que l'industrie togolaise est très vulnérable et les chiffres dont fait état le document sur l'évolution de l'emploi dans le secteur ne prête pas à l'optimisme. Cette analyse suscite des réactions de dénonciation chez certains auteurs surtout quand on sait que ce secteur continue par bénéficier plus du soutien de l'État.

À titre d'illustration Sakibou A. Yerima (1998 : 68) a mis en exergue cette situation de financement de l'État à ce secteur qui continue de sombrer malgré tout. Selon l'auteur, « *même si l'agriculture a été déclarée priorité des priorités, ce sont les secteurs de l'infrastructure, de l'industrie et des services qui ont bénéficié le plus d'attention des responsables* ». De toutes les manières, ces secteurs connaissent de vraies difficultés surtout le secteur agricole. Aucune politique n'est élaborée pour fixer les jeunes dans les campagnes. Arrivés à Lomé, ils connaissent une situation de paupérisation et ont pour résidence les bidonvilles qui les accueillent. Pour satisfaire leurs besoins élémentaires, ils ont recours aux petits commerces. Aujourd'hui, c'est le « polluant » des commerçants ambulants masculins aux principaux carrefours routiers où on trouve n'importe quoi, aussi bien des bonbons que les porte-clés ou des antennes de télévision et d'innombrables journaux d'une presse privée qui prolifère depuis 1990-91 (Yves Marguerat, 1992 : 57). Bref, la main-d'œuvre des bidonvilles travaille

très souvent dans le secteur informel. Ceci ne fait que confirmer les divers contrastes qui peuvent exister dans ces quartiers.

Au regard de l'image des bidonvilles et leur particularité, Pierre Vennetier (1976) avait démontré dans les années 1970, les contrastes sociaux existant dans les quartiers des villes africaines. Selon l'auteur, les quartiers riches sont « repus, asphaltés et illuminés » par opposition aux quartiers pauvres où tout manque. Les hommes y sont mal logés, mal nourris. Dans la présente étude, les résultats de ses recherches ont montré que seul le quartier de l'ancien Zongo de Lomé avait ce visage caricatural. Pour Michel Agier (1983 : 40), ce quartier présente une homogénéité ethnique. Il a été constitué par des marchands Haoussa qui voulant faire fortune ont connu des échecs. Ce quartier répondait bien à tous les critères de définition de bidonville. Il faut alors reconnaître la spécificité des bidonvilles de Lomé à travers leurs aspects. Cela a été très bien décrit par Nyassogbo à travers une description des territoires lagunaires de certaines villes d'Afrique.

Pour comprendre cette réalité, Kwami Gabriel Nyassogbo (1998) dans cette perspective reconnaît que le « *développement urbain et habitat pauvre dans les quartiers riverains de la lagune de Lomé [...] Le Plateau, Cocody, et Riviera s'opposent rigoureusement à Port-Bouet, Kumassi, Adjame ou Washington* ». Dans le même sens, Yves Marguerat (1993) et Gervais Lambony (1994) écrivaient qu'à Lomé, riches et pauvres vivent dans les mêmes quartiers, mais certains quartiers anciens tels que Gbadago, Bè, Hanoukopé, Kodomé, sont considérés comme des quartiers pauvres. Plus tôt en 1992, Yves Marguerat écrit que l'absence de cette ségrégation sociale est due à l'habitude des Togolais de vivre dans les maisons individuelles et à l'abondance des terrains (1992 : 57). D'autres auteurs ont traité la question sur l'angle de la pauvreté.

Typologie et origines des usagers ou « propriétaires » des habitats précaires de Lomé : constat de terrain dans les bidonvilles de Gbadago et de Hounoukopé

Les habitants des bidonvilles proviennent des catégories sociales les plus défavorisées dès le départ pour certains. Mais d'autres sont des personnes qui ont connu des accidents dans leur parcours de vie. Ce sont des démunis de tous ordres que sont les veufs ou veuves, les orphelins, les divorcés, les séparés et surtout les « aventuriers » ou migrants issus de l'exode rural qui n'ont aucun parent en ville. Ceux qui ont des parents ou la parentèle en ville n'ont d'autres alternatives que de les rejoindre précisément dans les bidonvilles ou dans les habitats précaires. Les chances pour les néo-citadins de se loger auprès de ces parents sont fortes à puisqu'ils n'arrivent pas à se trouver d'autres logements. Autrement, le néo-citadin peut

apparaître alors comme un sans-abri avec comme trait dominant la clochardisation de la vie de l'individu. Ainsi, l'enchevêtrement des contextes sociaux du migrant qui ne sait plus à quel saint se vouer au moment où la terre a perdu non seulement sa fertilité, mais aussi son acquisition est souvent source de conflits de générations. Les vieux, dépositaires du droit de la spéculation foncière se taillent la part du lion. Les jeunes, ne disposant pas de terres fertiles s'orientent vers les bidonvilles de Lomé, lorsqu'ils prennent la décision de fuir la misère de la campagne pour se frayer un chemin dans le paysage plus ou moins hostile de la ville de Lomé.

Pour Gerald Breese (1969), les causes de cet exode sont on ne peut plus simples. Il s'agit d'un sentiment de désespoir qui anime les habitants ruraux face aux vicissitudes de la vie quotidienne. L'auteur ne s'y est pas trompé en ce qui concerne le cas du Togo. Ces indicateurs sont constants sur la question des mouvements migratoires vers la ville. Ainsi, le rendement de la terre n'est plus proportionnel aux efforts fournis. L'agriculture sert à peine à l'exploitant de vivre quand on sait qu'elle ne lui laisse aucun surplus pouvant rentrer dans le circuit des échanges. Le niveau de l'agent ou du partenaire de cette économie rurale de subsistance opposition à l'économie urbaine qui présente elle aussi quelques facettes d'une économie de subsistance malgré tout, lorsqu'on jette un regard sur le secteur informel. La poussée de ces circonstances incite les habitants des villages à s'imaginer que les choses iraient mieux pour eux en ville. Signalons tout de même que les facteurs intervenant dans ce processus d'exode rural sont de diverses origines. Le système foncier et agraire de propriété a pour résultat le morcellement des exploitations par partage de la terre aux héritiers à chaque génération. La structure familiale dans certaines contrées est parfois établie telle que c'est à l'aîné que la propriété familiale revient. Ce qui oblige les jeunes à chercher à se réaliser ailleurs que dans le travail de la terre. Des candidats à la migration se multiplient donc dans l'espoir de se réaliser en ville. La carence d'initiatives de tous ordres, ajoutée à l'insuffisance de terres arables a aussi sa part d'effets négatifs sur l'évolution normale des campagnes en fonction du rythme de l'augmentation de la population. Ce déterminisme semble jouer un rôle prépondérant sur les migrations vers Lomé, puis vers les bidonvilles.

Ces périodes offrent l'occasion aux ruraux d'aller explorer la ville et surtout les bidonvilles où ils ont des prédécesseurs. Les liens interpersonnels et relationnels étant très forts entre les anciens et les nouveaux venus, les premiers acceptent héberger les seconds. Au niveau du lien social, les prédécesseurs se présentent comme les relais entre la campagne et les bidonvilles de Lomé en ce qui concerne la mobilité de la population en un sens unique notamment le mouvement des ruraux de la campagne vers la capitale. Mais, il faut faire

remarquer que tous les habitants des bidonvilles ne viennent pas forcément directement de la campagne ou des villes secondaires.

Le problème de l'habitat et du travail : quel sens donner au phénomène ?

Le problème de l'habitat et du travail concerne plus les bidonvilles des villes africaines en général et Lomé en particulier. Bien que ce mot bidonville soit né dans les années 1920 à Casablanca sous le nom de Keriens selon Lamia Zaki, (2007) il se décline depuis sous plusieurs langues à savoir favela au Brésil et Kutcha en Inde. Il désigne des baraques construites illégalement avec des matériaux de fortune sur des terrains dangereux. Ailleurs et surtout au Togo, les populations contournent un droit foncier inadapté pour édifier un quartier, une ville ; d'autres se conforment parfois aux normes urbanistiques et pourtant sans avoir permis de construire (une autre forme de résistance). Cette forme d'habitat précaire n'est qu'une des différentes catégories d'un secteur immobilier qualifié successivement de « clandestin », « spontané », « non réglementaire », « non structuré ». Peu importe la sémantique, ceux qui vivent ou survivent dans ces habitats précaires et produisent malgré tout, s'entassant à 6 ou 8 personnes par pièce. Ce qui voudrait dire que leur espace vie par habitant n'excède pas un mètre.

La pauvreté et les difficultés d'emploi restent les drames majeurs dans ces bidonvilles. D'ailleurs le chômage est le vecteur de la pauvreté au sein de cette couche sociale qui s'approprie parfois l'espace de façon anarchique à cause des vicissitudes de la vie. De milliers d'hommes et de femmes sont en quête d'un emploi qui leur assurerait stabilité et sécurité dans la vie sociale quotidienne. Dans les villes africaines en général, la situation de l'emploi se détériore, une situation qui est le produit de l'inefficacité de la politique de l'emploi, mais aussi de l'attrait irréversible qu'exerce la ville sur les ruraux. Ces derniers arrivent dans la ville avec le moins de qualification au meilleur des cas ou sans aucune qualification au pire des cas (Sadik, 2018b). Ils n'ont d'autres atouts que leur force de travail pour gonfler les bidonvilles de Lomé en effectif. On aurait pensé que les efforts des pouvoirs publics devraient pouvoir aider à juguler la crise que cela pourrait engendrer. Depuis longtemps, en effet, les pouvoirs publics africains ont axé le développement sur les grandes villes notamment les capitales avec des plans de développement ambitieux (Gabriel K. Nyassogbo, 1995). Cette option s'est en effet révélée limitée compte tenu de la prolifération des bidonvilles au sein des grandes agglomérations avec tous les mouvements pendulaires qui l'accompagnent notamment la prolifération d'une économie souterraine. En fait, les populations, longtemps marginalisées, créent leur propre espace socioéconomique pour générer un revenu leur permettant de survivre face aux politiques

capitalistiques épousées par les pouvoirs publics. Elles participent à la vie économique du pays et consomment à la hauteur de leurs moyens. Les habitants des bidonvilles sont ainsi et généralement les moins nantis. Cependant, ils sont souvent perçus vraisemblablement comme coupables de leur non-participation active au marché du travail pour ne s'y avoir pas été préparés (Sadik, 2017).

Le marché du travail et son corollaire de pauvreté dans les bidonvilles de Lomé

Les caractéristiques des problèmes du marché du travail, font découvrir le niveau de vie misérable auquel les populations des bidonvilles se trouvent réduites. Leur revenu est à peine suffisant pour assurer leur subsistance du fait qu'un abîme s'est creusé entre ce que l'individu pourrait faire et la chance que lui offre la ville de se réaliser et de réaliser ses espoirs. Le marché du travail connaît un sérieux problème qui ne cesse d'inquiéter les hommes en général et les jeunes en particulier. Il s'agit notamment du chômage et du sous-emploi.

Ces problèmes se posent dans les bidonvilles de Lomé à savoir ceux des quartiers de Gbadago, de Hanoukopé et de la zone portuaire. Le problème de manque d'emploi pour les jeunes a des conséquences néfastes. Comme l'a estimé le BIT (1986), la population active des régions les moins avancées devrait augmenter de 469 millions en 1985 à 608 millions en 2025, celles des régions du monde les plus développées devraient diminuer de 111 millions au cours de la même période. Cette augmentation alimente les villes africaines subsahariennes surtout les bidonvilles. C'est le cas de la ville de Lomé qui est sur une trajectoire bien évidente de confirmation de cette projection. Déjà P. Bairoch (1972) estimait que dans les pays du Tiers-Monde le chômage résulte d'une incompatibilité entre l'accroissement rapide tant des populations que de la main-d'œuvre urbaine et le développement insuffisant des possibilités d'emplois productifs.

Ainsi le néo-citadin en général et l'habitant de bidonville de Gbadago ou de Hanoukopé en particulier a beau quitté la campagne et les contraintes de la « culture rurales » qu'il a subies le long de sa vie, il garde très souvent, et ceci durant un long moment, la part du rural en lui sur le plan psychologique et culturel. Le processus d'acculturation n'est pas achevé pour qu'épouse totalement la nouvelle donne du milieu. Concrètement, il s'agit pour le pauvre habitant de bidonville d'avoir un lien étroit avec les membres de sa famille restés au village. Ce processus est largement décrit par Thomas et Znaniecki (1919) dans le cadre de leurs travaux à l'Ecole de Chicago qui portaient sur les paysans polonais. Non seulement on est dans le cadre de l'exclusion sociale, mais aussi dans le cadre de la notion de l'étiquetage chère à l'Ecole de Chicago. Il y a une similitude observée par l'école de Chicago et ce qui se passe dans certains

habitats précaires à Lomé. Généralement, les familles restées dans les campagnes sont des familles monoparentales très souvent dirigées par des femmes. Ces femmes reçoivent par moment des aides venant du partenaire ou du conjoint vivant dans les bidonvilles. Mais avec le temps, l'autorité de ce partenaire diminue sur la famille. Pour les jeunes migrants célibataires, ce n'est pas forcément leur autorité qu'ils perdent, mais leurs obligations familiales et tribales. Cette usure se fait remarquer plus, si le jeune arrive à fonder un foyer dans son nouveau milieu de résidence qu'est le bidonville.

Ainsi les familles défavorisées sans ressources stables sont laissées à elles-mêmes sans couverture sociale ni aucune prestation sociale pouvant les aider à gagner le minimum de revenu. Les indicateurs de l'illettrisme et d'accès aux soins de santé ne sont pas encourageants. Les pauvres « exclus » qui vivent dans les bidonvilles ont théoriquement les mêmes droits que tous les citoyens, mais, ils n'ont pas la possibilité de les exercer effectivement.

Fort des analyses qui précèdent, trois constats s'imposent :

1. L'installation de résidence dans un bidonville dépend du statut social des individus et réduit, par la même occasion, les potentialités d'insertion de l'individu à la structure urbaine.
2. Les conditions de vie très défavorables ont une influence sur le développement des formes désintégrées de l'habitat.

Le niveau du chômage et du sous-emploi dans les bidonvilles entraîne la vulnérabilité de l'individu et la rupture du lien social.

Conclusion

Nous considérons ainsi que les politiques publiques, au sens de Muller (2013) sont l'apanage d'un groupe d'acteurs stratégiquement liés par des intérêts, des normes et des logiques d'action. Ce sont donc un ensemble d'actes réfléchis, donc volontaires, pour servir des objectifs communs. Face aux Etats et aux politiques publiques, les populations agissent selon leurs perceptions de « l'intérêt », de « l'opportunité » et des « contraintes ». La relation avec l'Etat et les populations ne sort guère du cadre d'un jeu dont chacune des parties essaie d'interpréter les règles selon ses intérêts et ses objectifs.

Dans le cas du Togo, L'espace de référence qui provoque le rejet de l'individu est incontestablement le bidonville du point de vue de sa configuration physique. La corrélation entre le chômage et le sous-emploi, et l'exclusion, sociale dans les bidonvilles est ainsi établie. Le chômage et le sous-emploi obligent les personnes victimes de ces maux à s'installer dans les bidonvilles. Or, les indicateurs ne sont pas favorables en ce qui concerne le niveau de vie

de ces bidonvilles. Il démontre que le processus de rejet est accentué dans les bidonvilles avec une promiscuité sans précédent. Les femmes représentent dans ces bidonvilles, le plus grand nombre des exclus malheureusement, soit étant occupées par des travaux non rémunérés, soit en travaillant dans des secteurs dits non-structurés.

Au Maroc, et comme nous l'avons souligné auparavant, les efforts consentis par les pouvoirs publics se sont largement multipliés dans les vingt dernières années donnant lieu à une mobilisation sociale sans précédent. Ces efforts ont été quantitativement et qualitativement observés et confirmés par l'analyse des budgets alloués, les statistiques et les études officielles sur la pauvreté et la vulnérabilité.

Cependant, quelques limites peuvent être ressenties au niveau de la traduction de ces chiffres au niveau du vécu de certaines catégories de la population, notamment dans le péri-urbain et aux marges des grandes villes alimentées régulièrement par les flux de l'exode rural notamment dans les années de sécheresse.

De nouvelles catégories de pauvres naissent et grandissent d'autant plus que certains programmes de développement sont restés fidèles aux paramètres classiques devenus obsolètes devant l'accroissement des besoins et des demandes de ces catégories sociales.

L'historicité des politiques sociales et économique nous renseigne sur les soubassements de la question sociale au Maroc et sur ses configurations au fil des années depuis l'indépendance du pays.

Le chômage et le sous-emploi que vivent les habitants à Casablanca comme à Lomé entraînent la décomposition du tissu social. Les pauvres sont exclus des structures économiques socialisantes. Leur problème n'est pas seulement de survivre matériellement, mais aussi de se retrouver dans un contexte socio-économique qui leur est largement hostile et étranger. Dans ce contexte de conjoncture d'origine lointaine, à savoir les chocs pétroliers de 1973 et des années 1980, les plans d'ajustement structurel imposé par les bailleurs de fonds internationaux, l'accès au travail devient plus difficile pour les couches les moins nanties, car elles n'ont pas les qualifications requises pour ces types d'emploi. Même si l'État a fait un effort au niveau de la création des écoles et des instituts de formation, force est de constater que les taux de scolarisation au Maroc comme au Togo restent en deçà des objectifs que les politiques publiques éducatives s'assignent. La déscolarisation des enfants provenant des couches moyennes et rurales représente un handicap sérieux pour eux sur le marché du travail en particulier pour les laissés-pour-compte. Même s'il y a un phénomène historique remarquable

d'acceptation mutuelle, il n'en demeure pas moins que les pauvres des ne participent pas à la dynamique de production urbaine et à la dynamique d'échange véritable.

La « féminisation » de la misère devient inquiétante. A Lomé, par exemple, les femmes, déjà surchargées par le travail domestique non rémunéré, se heurtent aussi aux difficultés particulières. Elles doivent consacrer toujours plus de temps et d'énergie à leur propre survie et à celle de la famille. En toute logique, ceci a rendu encore plus difficile pour elles leur tentative d'améliorer leur statut social étant entendu que ces femmes des bidonvilles sont moins instruites et ayant moins de possibilité de promotion économique et sociale que les hommes. A Casablanca, le phénomène des « femmes célibataires » semble résumer l'ensemble des crises de logement, d'emploi comme celle des valeurs. Les femmes intègrent le secteur informel où elles perçoivent des bas salaires et endurent des conditions de travail indécentes ce qui ne favorise guère le changement social positif qui permettrait à la population d'améliorer progressivement leur niveau de vie et de retrouver le chemin de l'autonomisation sociale.

En effet, la création tous azimuts des emplois indécents n'est pas sans générer d'autres problèmes sociaux qui vont à l'encontre des objectifs du développement durable (ODD). Les politiques publiques sont souvent perçues par ces populations marginalisées comme étant une longue histoire de manipulation qui tend à « prolonger » la durée de la crise sociale plutôt qu'à l'éradiquer. D'où cette méfiance qui s'est progressivement installée entre les populations et les Etats ne permet guère de créer et de maintenir une volonté commune d'outrepasser le nœud de la crise et de construire l'avenir.

Les projets d'industrialisation, considérés comme une éventuelle solution aux problèmes du chômage des jeunes se heurtent généralement à la prédominance des perceptions capitalistiques et mercantiles des investisseurs qui choisissent de se tourner vers les pays du Sud considérant leur installation comme une opportunité d'enrichissement rapide et non comme un long processus de développement équitable qui servirait à la fois les intérêts de l'investisseur que ceux de la population (Soussi et Sadik, 2020). Les sciences sociales seraient vivement invitées à développer des recherches sur la coexistence de ces logiques capital/développement dans le continent africain en se focalisant sur les corrélations entre la notion du développement humain durable et la création des industries dans les zones urbaines (Sadik et Koleva, 2021). Pour apporter une solution à la crise représentée par la complexité des maux dont souffrent les villes africaines il faut que les politiques publiques territoriales penchent volontairement vers la décentralisation (Jaglin et Dubresson, 1995) et (Osmont, 1990). Le développement local doit prendre une place de plus en plus importante dans la politique urbaine comme le réclament les

bailleurs de fonds et les partenaires en développement. Bien que le taux de croissance soit important pour un nombre important de pays africains (5% en moyenne), il n'en demeure pas moins que les richesses sont mal réparties et bon nombre de citoyens n'ont aucun accès aux conditions de vie dignes et décentes. En plus, le chômage est durablement installé dans les grandes villes d'Afrique et par ricochet dans les bidonvilles (Rapport du Parlement Européen, 2016).

Références bibliographiques

- Agence Française de Développement. (s.d.). Consulté le Janvier 15, 2016, sur http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PORTAILS/PAYS/TOGO/Fichiers%20PDF/ComPress_CET_vf.pdf
- Agier, Michel (1983). *Commerce et sociabilité : les négociants soudanais du quartier Zongo de Lomé*. Paris: ORSTOM.
- Denis, Anne et L'Horty, Yannick (2009). Aides sociales locales, revenu de solidarité active (RSA) et gains du retour à l'emploi. *Economie et statistique*, 429 (1), pp. 129-157.
- Bagaoui, Rachid, *Engagement et responsabilité communautaire des entreprises Collectives dans la consolidation des efforts du développement durable au Canada*. (2021), dans Sadik Youssef et Koleva Petia (2021). *RSE et Développement durable : Regards croisés Sud Nord* (dir.), Université de Paris, pp. 169-182.
- Bagaoui, Rachid et Hemedzo, Komi, *Habitats précaires : résistance au travers le secteur informel*. (2020), dans Sadik Youssef (2020) *Résistances économiques et sociales dans les Suds* (Dir.), Rabat, Konrad Adenauer Stiftung.
- Bagaoui, Rachid (2020). *Le champ de développement économique communautaire et l'économie sociale en Ontario (Canada) : Émergence, évolution et spécificité*, dans Sadik Youssef (2020) *Résistances économiques et sociales dans les Suds* (Dir.), Rabat, Konrad Adenauer Stiftung.
- Bairoch, Paul (1972). *Le chômage urbain dans les pays en développement*. Genève: Bureau International du Travail.
- Bairoch, Paul (1992). *Le Tiers-Monde dans l'impasse* (Vol. 3e éditions). Paris: Gallimard.
- Uchoux, Jacques, Houzel, Yvettes et Outin, Jean-Luc (2004). *Revenu minimum d'insertion et transitions : une analyse des inégalités territoriales*. (L. D. française, Éd.) Consulté le Mars 03, 2017, sur <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2004-4-page-105.htm>
- Boudon, Raymond (1973). *Les méthodes en sciences sociales*. Paris: PUF.
- Breese, Gerald (1969). *Urbanisation et tradition*. Inter-Nationales, Coll. Tendances actuelles.
- Bureau International du Travail (1986). *Population active 1950-2025*. Genève: Bureau International du Travail.
- Bureau International du Travail (1995). *Emploi dans le Monde*. Genève: BIT.
- Bureau International du Travail (2000). *Rapport sur l'emploi dans le monde 1998 – 1999*. Genève.
- CESE, (2019). *Le nouveau modèle de développement du Maroc*.
- Davis, Mike (2005). *La planète bidonville : involution urbaine et prolétariat informel*. (L. Découverte, Éd.) Consulté le Mars 03, 2017, sur DOI : 10.3917/mouv.039.0009
- Ela, Jean-Marc (1983). *S'insérer harmonieusement aux circuits de production*. Paris: Karthala.
- Encyclopédie des Sciences Sociales. (s.d.). *Tome 1*. Bordas.
- Gilles, Ferréol (1995). *Dictionnaire de Sociologie*. Paris: Armand Colin.
- Grawitz, Madeleine (1972). *Méthodes des Sciences Sociales, paris, Dalloz*. Paris: Dalloz.
- Guerraoui, Driss (1997). *De l'emploi à la gestion des ressources humaines*. In *Le dilemme de l'emploi au Maroc*. Sous la Dir. de N. El Aoufi. Annales Marocaines d'Economie. n° 18-19. Hiver-Printemps. pp. 195-204.
- Hibou, Béatrice (1996). *Les enjeux de l'ouverture au Maroc. Dissidence économique et contrôle politique*. Les Etudes du CERI – n° 15.

- Harwood R. J. (1965). *Quelques considérations sur la collecte, l'analyse et l'utilisation des statistiques courantes de l'emploi dans les pays en voie de développement. Congrès mondial de la population, IV.*
- Hauser, Philip M. (1965). *Manuel de recherche sociale dans les zones urbaines.* Paris: UNESCO.
- HCP et Banque Mondiale (2017). *Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001 – 2014.*
- HCP (2006). *Analyse des résultats de l'Enquête nationale sur les personnes âgées ENPA.*
- HCP (1999). *L'Enquête sur les Adolescents en Milieu Urbain (EAMU),* Casablanca.
- Henri, Louis (1964). *Histoire générale du travail : civilisation de Parias.* France: Librairie de France.
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1303>
- Jaglin, Sylvie et Dubresson, Alain (1993). *Pouvoirs et cités d'Afrique noire. Décentralisations en questions.* 308. Karthala.
- Lachaud, Jean-Pierre (1994). *Pauvreté et marché du travail urbain : analyse comparative.* Genève: Institut international d'Etudes Sociales.
- Lambony-Lambony, Philippe (1994). *De Lomé à Hararé, le fait citoyen.* Paris: Karthala-IFFRA.
- L'Economiste (2015). « *Qui sont les pauvres de Casablanca* », Edition N°:4474 Le 03/03/2015.
- Le Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social (2011). *Enquête sur "les enfants en situation de rue à Casablanca.*
- Macé, Alain (2004, Décembre 20). *Politique et démocratie au Togo 1993-1998 : de l'espoir à la désillusion.* (Varia, Éd.), <http://etudesafricaines.revues.org/4846>
- Mace, Gordon et Pétry, François (2010). *Guide d'élaboration d'un projet de recherche.* Paris: Boeck, Essai (broché).
- Maldonado, Carlos (1988, Juillet- Août.). *Petite producteurs urbains d'Afrique francophone.* *Le courrier*(11).
- Marguerat, Yves (1992). *Une brève histoire de la capitale du Togo.* Paris: Haho/karthala .
- Marguerat, Yves (1992). *Si Lomé n'était comptée.... Dialogue avec les vieux loméens* (Vol. Tome 1). Lomé: Presse de l'Université du Bénin.
- Marguerat, Yves (1993). *Dynamique urbaine, Jeunesse et Histoire du Togo. Articles et documents.* Lomé.
- Maruani, Margaret (2002). *Les mécomptes du chômage .* (Bayard, Éd.), http://socio.ens-lyon.fr/livres/livres_maruani_chomage_note.pdf
- Maruani, Margarete et Reynaud, Emmanuelle (1994). *Sociologie de l'emploi. Aspects de la vie professionnelle.* *Revue française de sociologie*, pp. 331-335. Récupéré sur http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1994_num_35_2_4333
- Maruani, Margaret et Reynaud, Emmanuelle (1993). *Sociologie de l'emploi.* (L. Découverte, Éd.) p. 126.
- Ministère des Finances, DEFP (2018). *Inégalités régionales sous le prisme des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.*
- Ministère de la Santé, (2015). *Les comptes nationaux de la santé.*
- Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (2018). *Solidarité territoriale. Mécanismes et outils d'opérationnalisation Rapport de la phase II : Etat des lieux et diagnostic territorial*
- Moustaquim, Rachid Et Tahir, Abdellatif (2020). « *L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) :obutils de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

- au Maroc ? », dans Sadik Youssef, *Résistances économiques et sociales dans les Suds* (Dir.), Rabat, Konrad Adenauer Stiftung.
- Ndong-NbengHubert, Freddy (1994). *Les matis, mes Pauvres univers en contre-plaqué, en planche en tôle*. Libreville: Sepia.
 - Nyassogbo, Gabriel Kwami (1998). *Développement urbain et habitat pauvre dans les quartiers riverains de la lagune à Lomé (Togo)*. (hors série), 199-215. Niamey: Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.
 - Nyassogbo, Gabriel Kwami (1995, 26 Juin - 2 juillet.). *Crise économique, crise urbaine, crise politique et mutations dans les politiques urbaines en Afrique de l'Ouest : le cas du Togo*. (8e assemblée générale du CODESRIA). Dakar.
 - Observatoire National du Développement Humain (ONDH), (2009). *Synthèse Enquête sur le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de l'INDH*.
 - Observatoire National du Développement Humain (ONDH) (2018). *Indicateurs de suivi du développement humain niveau et tendances à l'échelle nationale et régionale 2012-2017*.
 - Observatoire National du Développement Humain (ONDH), Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Egalité et du Développement Sociale (MFSEDS et UNICEF (2017). *Profil de la pauvreté des enfants au Maroc*, Synthèse, ONDH, MFSEDS, UNICEF, Rabat.
 - Observatoire National du Développement Humain (ONDH) (2016). *Etude sur la Perception de l'INDH* (Synthèse).
 - Osmont, Annick (1990). *La banque Mondiale et les villes*. Paris: Karthala.
 - Ouédraogo, Dieudonné et Piché, Victor (1995). *Insertion urbaine à Bamako*. Paris: Karthala.
 - PNUD (2020). *La prochaine frontière Le développement humain et l'Anthropocène. Rapport sur le développement humain*.
 - Ramin, Brodie (s.d.). *Bidonvilles, changement climatique et santé humaine en Afrique sub-saharienne*. Récupéré sur <http://www.who.int/bulletin/volumes/87/12/09-073445/fr/>
 - Sadik, Youssef et Koleva Petia (2021). *RSE et Développement durable : Regards croisés Sud Nord* (dir.), Université de Paris.
 - Sadik, Youssef (2020). *Résistances économiques et sociales dans les Suds* (Dir.), Rabat, 2020.
 - Sadik, Youssef et Soussi, Sid Ahmed (dir.) (2020). *Les épistémologies des Suds, Revue Interventions Economiques*, n°64. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/9889>
 - Sadik, Youssef (2018a). « *Les politiques publiques sociales à l'épreuve du New Public Management. Le cas marocain* » in Abdessatar Rejeb « Justice et Droit à l'accès universel aux Services Sociaux », Publications de l'INTES, Tunis.
 - Sadik, Youssef (2018b). *Les paradoxes de l'employabilité au Maroc*. Paris, Les éditions de l'Harmattan, Paris
 - Sadik, Youssef (2017). « *Zones grises et recomposition des politiques d'incitation à l'employabilité des jeunes au Maroc : le cas des quartiers pauvres* », dans Corinne Siino et Sid Ahmed Soussi (dir.), *Les zones grises du travail*, Revue Interventions économiques / Papers in Political Economy, Canada, n° 58.
 - Sadik, Youssef (2012). « *Du monopole à la privatisation : l'entreprise publique marocaine à l'épreuve de la modernisation* », Annuaire marocain de la stratégie et des relations internationales, Fès, l'Harmattan et le CMIESI, 855-871.
 - Schwartz, Alfred (1980). *Elément pour une étude de l'emploi au Togo à l'horizon du IVème plan quinquennal 1981 – 1985*. Lomé: ORSTOM.
 - Société Togolaise d'Etude de Recherche (1990). *Diagnostic de l'emploi au Togo et proposition d'une stratégie d'action*. Lomé: Ministère du plan et des mines.

- Soussi, Sid Ahmed et Sadik, Youssef (2020). « *Les réalités du Sud sont-elles solubles dans la pensée du Nord ? Enjeux et perspectives* », Revue Interventions économiques [En ligne], n°64, URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11194>
- Stiglitz, Joseph Eugene (2002). *La grande désillusion*. Paris. Fayard. 2002.
- Talwa, Namrita. (2004). *Le défi des bidonvilles : rapport mondial sur les établissements humains 2003*. La Chronique.
- Thomas, William Isaac et Znaniecki, Florian (1919). *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*. (Revue française de sociologie, Éd., & V. Caradec, Trad.) 40, 765-767.
- Touhami, Abdelkhalek et al. (2017). « *Evaluation de l'impact de l'initiative nationale pour le développement humain sur la pauvreté en milieu rural au Maroc, une étude en enquête panel de ménages* », Working Paper 1087, The Economic Research Forum Working Paper 1087.
- UN-HABITAT. (s.d.). Consulté le Mars 04, 2017, sur <http://mirror.unhabitat.org/content.asp?cid=11377&catid=592&typeid=79>
- United Nations Development Program (2016), “*Human Development Report 2016*”
- Vennetier, Pierre (1976). *Les villes d'Afrique tropicale*. Paris: Masson.
- Weexstein, Robert (1974). *Colonisation, décolonisation et structures urbaines*. Strasbourg: Louis Pasteur.
- Wolff, Eléonore et Delbard, Virginie (2002). *Extension urbaine et densité de la population à Kinshasa : contribution de la télédétection satellitaire*. Consulté le Janvier 18, 2017, sur <http://belgeo.revues.org/15451>; DOI : 10.4000/belgeo.15451
- Yerima Ali, Sakibou (1998). *Urbanisation et difficulté d'emploi dans les villes secondaires du Togo, le cas de Sokodé*. Lomé: Département de Géographie, FLESH/UB.
- Zaki, Lamia (2007). *L'action publique au bidonville : l'État entre gestion par le manque, “éradication” des kariens et accompagnement social des habitants . L'Année du Maghreb*. Consulté le Decembre 12, 2016, sur <http://anneemaghreb.revues.org/128>; DOI : 10.4000/anneemaghreb.128
- Zamfir, Lonel (2016). *La croissance économique de l'Afrique: Décollage ou ralentissement?* Consulté le Mars 04, 2017, sur [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/573891/EPRS_IDA\(2016\)573891_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/573891/EPRS_IDA(2016)573891_FR.pdf)